Une recette à la française :

*Une pincée d’agroécologie…*

*… pour une louche d’agro-industrie*

Table des matières

[**Annexe 1: méthodologies utilisées pour le rapport** 2](#_Toc61984940)

[**Avant-propos** 2](#_Toc61984941)

[**Phase 1 : collecte des données** 3](#_Toc61984942)

[**Phase 2 : construction d’une base de données** 7](#_Toc61984943)

[**Phase 3 : création des critères d’analyse** 8](#_Toc61984944)

[3.a. Contribution à la transition agroécologique 9](#_Toc61984945)

[3.b. Contribution à la lutte contre la pauvreté 12](#_Toc61984946)

[3.c. Contribution à la réduction des inégalités de genre 14](#_Toc61984947)

[3.d. Contribution à la lutte contre les dérèglements climatiques, à l’agriculture familiale et à la lutte contre la sous-nutrition 15](#_Toc61984948)

[**Phase 4 : Analyse et classification** 15](#_Toc61984949)

[**Phase 5 : Vérification et Analyse Qualitative** 16](#_Toc61984950)

[**Annexe 2 : Arborescence des indicateurs, mots clés et variantes de mots clés utilisé.es pour l’étude** 16](#_Toc61984951)

# **Annexe 1: méthodologies utilisées pour le rapport**

## **Avant-propos**

Le BASIC[[1]](#footnote-1) (Bureau d’analyse sociétale pour une information citoyenne) a réalisé pour nos trois organisations[[2]](#footnote-2) un travail de collecte et d’agrégation des financements agricoles français engagés à destination des pays éligibles à l’Aide Publique au Développement (APD) sur la période 2009-2018. Outre le travail de collecte, le BASIC a également développé un outil nous permettant d’analyser ces financements, en passant au crible toutes les fiches projets collectées (ou à défaut, l’ensemble des détails disponibles pour chaque soutien financier) via le prisme de plusieurs méthodologies élaborées conjointement et répondant à 8 questions de recherches :

* Quels sont les principaux canaux de financements des projets menés (ministères, agences, intermédiaires financiers) ?
* Quelles sont les modalités de ces financements : dons, prêts, prises de participation, crédits, financements mixtes etc. ?
* Quelle est la part des financements alloués par la France à la transition agroécologique ?
* Quelle part des financements intègre des objectifs de réduction de la pauvreté ?
* Quelle part des financements intègre des objectifs de réduction des inégalités de genre ?
* Quelle est la part des financements allouée à la lutte contre les dérèglements climatiques ?
* Quelle est la part des financements allouée au soutien à l’agriculture paysanne ?
* Quelle est la part des financements allouée à la lutte contre la sous-nutrition ?

Cette annexe méthodologique présente les différentes étapes et processus de notre démarche, et détaille les méthodologies utilisées.

Elle est structurée en fonction des cinq phases de réalisation de ce travail de recherche : la collecte des données, la construction d’une base de données cohérente, la création de critères d’analyse, la classification en fonction de ces critères et la vérification qualitative des données analysées (graphique 1).

Figure 1: Explication des phases de travaux réalisées pour le rapport



## **Phase 1 : collecte des données**

Le but de notre étude était d’analyser tous les soutiens financiers de la France à destination du secteur agricole des pays éligibles à l’Aide publique au Développement (APD) sur la période 2009-2018.

Nous avons choisi de couvrir un pas de temps de 10 ans (2009-2018) pour cette étude. Cette période marque le début d’un intérêt croissant pour l’agroécologie au niveau politique en France, avec un intérêt marqué depuis 2014. Opter pour une temporalité de 10 ans permets par ailleurs d’analyser des tendances à la lumière de ces changements politiques et d’avoir une vision complète de l’évolution des soutiens financiers français.

Les soutiens financiers intégrés à notre base de données regroupent donc tant les financements engagés sous la mission d’APD française que les outils de financements non APD gérés notamment par Proparco et Bpifrance.

Il est par ailleurs à noter que, dans le cadre de ce travail d’analyse, nous avons uniquement pris en compte les soutiens financiers engagés par la France, c’est-à-dire « promis » et non les soutiens financiers actuellement décaissés, c'est-à-dire versés. Cela s’explique pour deux raisons. La première : nous souhaitions avant tout examiner la volonté politique de la France via ses orientations budgétaires dans l’agriculture à l’international et l’engagement financier de la France nous a paru le meilleur indicateur pour ce faire. La deuxième: la transparence de la France quant à ses décaissements financiers est moindre que celle concernant ses engagements financiers ; il était donc plus aisé de ne centrer l’analyse que sur les montants engagés par la France.

L’étude couvre donc **la majorité des soutiens financiers français à destinations des pays éligibles à l’APD, à savoir :**

* **L’Aide Publique au Développement :** les dons, principalement octroyés par les ministères ainsi que par le groupe AFD et les prêts qui constituent la majorité des financements du groupe AFD (AFD et Proparco) ;
* **Les autres outils financiers ne relevant pas de l’APD** mais utilisés par Proparco : entrées au capital, prises de participation, obligations, etc. ;
* **Les garanties publiques** octroyées par Bpifrance[[3]](#footnote-3) en soutien à l’exportation des entreprises françaises ayant des activités à l’étranger.

Nous n’avons retenu pour cette étude que les soutiens financiers portant sur le périmètre géographique étudié (pays éligibles à l’APD).

La raison pour laquelle nous ne nous sommes pas limités à l’APD agricole dans cette étude est simple. Notre but étant d’analyser la volonté politique de la France à destination de l’agriculture des pays éligibles à l’APD, il nous était nécessaire de prendre en considération l'entièreté des soutiens financiers français à destination de ces pays. Les contre-garanties de prêts de Bpifrance et les prises de participation de Proparco permettent par exemple à des acteurs privés français de pénétrer certains marchés et d’y maintenir ou développer leurs activités. Ces soutiens financiers ont des impacts considérables sur l’économie locale, sur les priorités affichées par la France dans ces pays, et in fine, sur la réelle stratégie agricole de développement française. Par ailleurs, ne pas nous limiter à l’APD nous permettait de nous livrer à un exercice de comparaison : les soutiens financiers agricoles français pouvant soutenir des modèles drastiquement opposés au sein d’une même zone géographique.

L’élaboration d’une base de données regroupant tous les types de soutiens financiers vers une même zone géographique sur une période donnée n’avait auparavant jamais été réalisée au niveau français. La plus-value de cette étude réside notamment dans cette compilation des soutiens financiers, quel que soit l’instrument financier utilisé, permettant ainsi une analyse fine des « modèles agricoles et alimentaires » qui ont été privilégiés sur la période étudiée.

Seuls les financements bilatéraux, qui contrairement aux financements multilatéraux, sont rattachés à des projets spécifiques et donc engagent réellement la France, ont par ailleurs été pris en compte dans notre analyse. Ce choix est autant dû à une question de transparence (les détails des financements multilatéraux français sont généralement peu disponibles) qu’à une question de lisibilité. Une contribution multilatérale française au Fond International de Développement Agricole (FIDA)[[4]](#footnote-4), qui finance tant des projets agroécologiques qu’agro-industriels, nous semble moins refléter une volonté politique française en faveur de tel ou tel modèle agricole qu’un projet par exemple 100% piloté par une institution française.

Une fois les institutions identifiées (agences du groupe AFD, Ministère de l’Europe et des Affaires étrangères (MEAE), Ministère de l’Agriculture et de l’Alimentation (MAA), Ministère de l’Éducation Nationale (MEN), Ministère de l'Économie et des Finances (MINEFI), Bpifrance, Business France) et le champ de notre étude défini, la première étape de notre travail de recherche a consisté en la collecte de toutes les données publiquement accessibles relatives aux soutiens financiers français à destination de l’agriculture des pays éligibles à l’APD.

Cette collecte s’est faite sur la base de sept bases de données différentes:

* La base de données “système de notification des pays créanciers” (SNPC) de l’OCDE, plus connu sous son acronyme anglais de [base CRS](https://stats.oecd.org/Index.aspx?DataSetCode=crs1)[[5]](#footnote-5) ;
* La Base IATI (International Aid Transparency Initiative), où les bailleurs sont invités à renseigner leur aide publique au développement ;
* Le jeu de données AFD de la base « [Open Données](https://opendata.afd.fr/explore/?sort=modified) » de l'Agence Française de Développement ;
* La page «[Carte des projets](https://www.afd.fr/fr/carte-des-projets?page=all&filter%5B0%5D=type_k=page_afd_project&filter%5B1%5D=type_k=page_ong_project&filter%5B2%5D=type_k=page_research_project&filter%5B3%5D=source_k=afd&view=list&query=*&from=0&sort=_score,desc&facetOptions%5B0%5D=funding_program_k,size,200&facetOptions%5B1%5D=funding_type_k,size,200&facetOptions%5B2%5D=thematic_k,size,200&facetOptions%5B3%5D=country_k,size,200&facetOptions%5B4%5D=program_family_k,size,200&facetOptions%5B5%5D=year_k,size,200&size=20) » du site web de l’AFD ;
* Le jeu de données Proparco de la base « [Open Données](https://opendata.afd.fr/explore/dataset/donnees-de-laide-au-developpement-de-proparco/information/)» de l'Agence Française de Développement ;
* La page «[Carte des projets](https://www.proparco.fr/fr/carte-des-projets?page=proparco&filter%5B0%5D=type_k=page_proparco_project&filter%5B1%5D=source_k=proparco&view=list&query=*&from=0&sort=_score,desc&facetOptions%5B0%5D=funding_program_k,size,200&facetOptions%5B1%5D=funding_type_k,size,200&facetOptions%5B2%5D=thematic_k,size,200&facetOptions%5B3%5D=country_k,size,200&facetOptions%5B4%5D=program_family_k,size,200&facetOptions%5B5%5D=year_k,size,200&size=5000) » du site web de Proparco ;
* Le jeu de données MEAE de la base « [Open Données](https://opendata.afd.fr/explore/dataset/donnees-de-laide-au-developpement-du-meae/information/?disjunctive.etat_du_projet&disjunctive.pays_de_realisation&disjunctive.libelle_secteur_economique_cad_5&disjunctive.libelle_cicid&disjunctive.valeur_fixe1)» de l'Agence Française de Développement.

Les informations collectées au sein de ces septs bases de données ont par ailleurs été complétées par une série d’entretiens et d’échanges mails avec les principales institutions françaises retenues pour l’étude.

|  |
| --- |
| **Le cas spécifique de Bpifrance :**Nous n’avons pu trouver aucune base de données publique référençant les garanties financières octroyées par la branche Assurance Export de Bpifrance. Nous avons donc sollicité sans succès les services techniques de l’institution, puis, avec plus de réussite, la direction de cette banque publique d’investissement afin d’obtenir le détail de ses soutiens financiers agricoles et alimentaires sur la période étudiée. Si les renseignements obtenus ne fournissaient pas un niveau de détail très fin (données agrégées par secteurs d’activités agricoles -malt, farines, commerce alimentaire, céréales, production alimentaire divers, camions, etc.-, par nombre de garanties, par répartition géographiques et par années) nous avons toutefois pu les exploiter en partie.  |

Il convient ici de noter que l’exhaustivité de cette phase de collecte a été clairement dépendante de la transparence française en la matière. Bien que nous ayons identifié le rôle important de Business France dans l’orientation des investissements agricoles français à destination des pays éligibles à l’APD, nous n’avons par exemple trouvé aucune donnée financière publiquement accessible et exploitable concernant cette institution. Faute de données disponibles, les soutiens financiers de cette institution ne sont donc pas couverts par l’étude.

Business France[[6]](#footnote-6), institution notamment sous-tutelle du Ministère des Affaires européennes et étrangères (MEAE), a pourtant une incidence croissante sur le développement agricole des pays ciblés par l’étude. L'institution, membre fondateur de la “Team France Export”[[7]](#footnote-7), accompagne directement les entreprises françaises dans leur développement à l’international ou dans leur positionnement sur les marchés publics d’Etats-tiers[[8]](#footnote-8). Elle organise également de manière régulière séminaires et formations pour investir au mieux dans les pays éligibles à l’APD[[9]](#footnote-9).

Figure 2: Institutions financières couvertes par l’étude



## **Phase 2 : construction d’une base de données**

Les données collectées ont ensuite été nettoyées afin d’éviter tout risque de doublon (ce qui ne fut en rien simple : un soutien financier pouvait être présenté sous la forme d’une seule et unique ligne budgétaire dans une base de données et sous la forme de plusieurs lignes budgétaires dans d'autres), et les devises converties pour pouvoir faire des équivalences entre les montants en euros et en dollars.

Au total et après avoir enlevé tous les doublons, ce sont 9571 lignes budgétaires de projets qui ont été recensées. Sur ces 9571 lignes budgétaires de projets, un travail conséquent d’harmonisation et de nettoyage a dû être effectué pour ne sélectionner que les soutiens budgétaires sur lesquels nous pouvions mener une analyse. Les informations collectées avaient en effet des degrés de détails très variables, certains projets ne disposaient d’aucun titre, d’aucune année voire d’aucun budget, d’autres entraient en contradiction avec les informations récoltées d’une base de données à l’autre. Outre le travail de mise en cohérence et de consolidation des données, nous avons donc dû exclure de notre analyse toutes les lignes de projets invérifiables. Nous n’avons pris en compte que les projets auxquels nous pouvions rattacher un financement dédié, comprenant au minimum un titre de projet, une période donnée, et une description courte (parfois quelques mots seulement).

En définitive, **c’est une liste de 2513 projets exploitables** que nous avons retenus et analysés avec différentes méthodologies.

**L’exhaustivité de notre base de données est directement liée au niveau de transparence des institutions françaises.** Si certaines institutions (et notamment les équipes techniques de l'AFD et de Proparco) nous ont ainsi confirmé que nous avions identifié l'ensemble des soutiens financiers agricoles français publiquement accessibles, nous savons néanmoins qu’il n’a pas été possible de décompter de manière exacte la totalité des soutiens financiers français. Comme explicité dans notre rapport, certains projets agro-industriel français pourtant connus et bien documentés par nos ONG sont totalement absents des données que nous avons pu collecter. Le groupe AFD nous a toutefois confirmé que le montant global et le nombre de projets étudiés étaient du bon ordre de grandeur. **De même, nous n’avons pas eu accès à l'entièreté des données relatives aux financements bilatéraux réalisés via des intermédiations financières (principalement le fait de Proparco).**

## **Phase 3 : création des critères d’analyse**

Si les détails des soutiens financiers agricoles français auxquels nous avons pu avoir accès suffisaient d’eux même à répondre à certaines de nos questions de recherche (ratio dons/prêts par exemple), d’autres, comme la contribution de la France à la transition agroécologique, ont nécessité une analyse supplémentaire plus fine.

Nous avons donc souhaité créer ou adapter plusieurs méthodologies pour cartographier les soutiens financiers analysés au regard de six différents critères :

* Contribution à la transition agroécologique ;
* Contribution à la lutte contre la pauvreté ;
* Contribution à la réduction des inégalités de genre ;
* Contribution à la lutte contre les dérèglements climatiques ;
* Contribution au développement de l’agriculture familiale ;
* Contribution à la lutte contre la sous-nutrition.

Ces méthodologies fonctionnent toutes sur un système de recherche par mots clés dans les données accompagnant les projets ou soutiens financiers français. Si elles sont donc par nature dépendantes de la qualité de la transparence française, elles ont toutes systématiquement été doublées d’analyses qualitatives. Cette analyse lexicale a été adaptée et testée en fonction du verbatim utilisé par chaque institution afin de garantir la meilleure prise en compte possible des soutiens financiers étudiés.

Pour chacune de ces questions de recherche, des indicateurs ont donc été créés et une liste de mots clés et de variantes de mots clés la plus complète possible a été constituée (plus de 1500 mots clés ou variantes recherchés au total). L’arborescence de ces indicateurs et mots clés ainsi que le nombre de variantes par mot-clés est joint à la fin de ce document. Nous n’avons pas inclus le détail des variantes de mots clés par souci de lisibilité.

Ce sont les occurrences de ces mots-clés au sein des projets et soutiens financiers analysés (c’est à dire leur fréquence dans l'ensemble des documents publiquement disponibles: titre, fiche descriptive, documents annexes, etc.) qui nous ont initialement permis de classifier les soutiens financiers au regard des indicateurs retenus. Une analyse qualitative d’une grande part des 2513 projets a ensuite eu lieu, afin d’éviter autant que possible toutes erreurs de catégorisation.

**Les résultats figurant dans ce rapport se basent donc, de la manière la plus fidèle possible, sur les données publiquement disponibles quant à l’évolution des soutiens financiers agricoles français entre 2009 et 2018**. Nos résultats sont donc clairement tributaires du bon reporting fait par la France, ainsi que de son degré de transparence. Considérant que le manque de transparence est un résultat en tant que tel, nous avons systématiquement gardé dans notre analyse les projets que nous pouvions certifier comme agricoles même s’ils n’étaient qu’en partie exploitables. Il va également sans dire que notre étude ne peut être considérée comme une analyse de l’impact des soutiens financiers français dans les pays éligibles à l’APD. Notre approche est de mesurer la volonté politique de la France à travers l’analyse de l’évolution de ses soutiens financiers agricoles et de la comparer, quand cela est possible, avec les engagements français sur le sujet.

**Il est à noter que notre système de classification a été construit pour être le plus inclusif possible vis-à-vis des soutiens financiers agricoles de la France.** Il suffisait par exemple de trouver un seul mot clé ou une de ses variables pour valider un financement ou un projet comme contribuant à une catégorie en particulier[[10]](#footnote-10). Nous avons opté pour cette approchedu fait de la faible quantité d’informations disponibles sur les différents projets : seuls ceux de l’AFD font par l’exemple l’objet de courtes fiches descriptives.

### 3.a. Contribution à la transition agroécologique

Les indicateurs pour la transition agroécologique ont été adaptés des critères développés par Biovision et IPES Food pour permettre l’application de la grille méthodologique de Gliessman[[11]](#footnote-11).

La méthodologie de Gliessman[[12]](#footnote-12), majoritairement utilisée dans les récentes études s’intéressant à la contribution des financements agricoles à la transition agroécologique[[13]](#footnote-13), catégorise cette dernière en cinq niveaux. Les trois premiers décrivent les mesures que peuvent prendre les agriculteurs au niveau de leurs exploitations pour initier une transition vers l’agroécologie. Les deux niveaux suivants quant à eux vont au-delà des pratiques agricoles et questionnent les nécessaires changements structurels des systèmes agricoles et alimentaires. Pour qu’un projet soit réellement agroécologique, il doit à la fois promouvoir un changement de pratiques (niveau 1 à 3) au niveau de l’exploitation et prendre à minima en compte l’ancrage de ces pratiques dans un changement plus global de système agricole et alimentaire (niveau 4 à 5).

Figure 3: Illustration simplifiée de la classification de Gliessman



Source: Gliessman, S. (2016), [Transforming food systems with agroecology, Agroecology and Sustainable Food Systems](https://www.tandfonline.com/doi/full/10.1080/21683565.2015.1130765.), p.187-189.

Pour pouvoir catégoriser les projets, nous avons donc décliné ces 5 niveaux en une série de 56 indicateurs (voir arborescence en annexe 2), eux-mêmes déclinés en une série de mots clés et de variantes.

**Chacun des 2513 projets a été donc cartographié en fonction de chacun de ces 56 indicateurs.** Il n’y a pas de prérequis pour la cartographie (autrement dit, un projet peut être cartographié comme appartenant au niveau 2 sans toutefois être cartographié dans le niveau 1), ce qui permet d’inclure un plus grand nombre de projets dans cette méthodologie. Pour rappel, il suffisait d’un mot clé ou d’une variante de mot clé pour valider un indicateur, et il suffisait d’un indicateur pour valider l’appartenance à un niveau de la méthodologie de Gliessman.

**Cette cartographie des projets nous a permis de répartir les soutiens financiers agricoles analysés en cinq catégories :**

 **Potentiellement agroécologique :**

* Catégorie qui recouvre l’ensemble des soutiens financiers faisant la promotion de pratiques agroécologiques au niveau des exploitations agricoles. Cette catégorie se limite donc à la question des pratiques agricoles potentiellement agroécologiques, mais ignore les autres dimensions de l’agroécologie plus politiques.
* Cette catégorie englobe les soutiens financiers classés dans les niveaux 1, 2 et 3 de la classification de Gliessman.

· **Facilitateur social :**

* Catégorie qui recouvre l’ensemble des soutiens financiers proposant des transformations plus systémiques des modèles agricoles et alimentaires (comme la promotion de droits fonciers ou la protection des ressources naturelles) sans proposer aucun changement de modèles agricoles – que ce soit en faveur ou en défaveur de l’agroécologie.
* Cette catégorie englobe les soutiens financiers classés dans les niveaux 4 et 5 de la classification de Gliessman.

· **Agroécologie transformative :**

* Catégorie qui recouvre l’ensemble des soutiens financiers proposant à la fois des changements de pratiques au sein des fermes et des transformations plus systémiques pour les valoriser.
* Cette catégorie englobe la grande majorité des soutiens financiers pouvant à la fois se classer dans les niveaux 1 à 3 de la classification de Gliessman et dans les niveaux 4 ou 5.
* De par leur manque d’approche systématique, ou leur manque de liens avec une approche globale de l’agroécologie, certains des soutiens financiers appartenant aux indicateurs de niveau 1 à 3 “*hausse de la productivité*”, “*diminution des pertes*”, “*engrais/pesticides organiques*”, “*santé animale*”, “*légumineuses*”, “*couvert végétal*”, “*semi direct*” ou “*agriculture de conservation*” et ayant des occurrences dans les niveaux 4 ou 5, n’ont donc pas été pris en considération dans cette catégorie. Ils figurent tous dans la catégorie “*potentiellement agroécologique*”.
* Les soutiens financiers regroupés sous cette catégorie sont donc ceux participant à une réelle transition agroécologique. Ils dénotent une vraie volonté politique sur le sujet et une compréhension systémique des transitions agricoles et alimentaires.

· **Non-agroécologique** :

* Catégorie qui recouvre l’ensemble des soutiens financiers se concentrant uniquement sur l’augmentation de la productivité ou des rendements agricoles (au moins une occurrence de mot clé identifié dans l’indicateur « *hausse de la productivité* » ou dans « *agriculture de conservation* ») sans se classer dans aucun autre des 56 indicateurs.
* Catégorie qui recouvre également l’ensemble des soutiens financiers faisant spécifiquement la promotion de l’agriculture industrielle.

· **Autres** :

* Catégorie quirecouvre l’ensemble des soutiens financiers n’ayant pu être catégorisés. Deux cas de figure ont ici justifié cette catégorisation : 1/ bien que considéré comme agricole par la France, le soutien financier est trop éloigné de notre objet d’étude 2/ les détails fournis par le reporting fait par la France se sont avérés insuffisants pour catégoriser le projet.

### 3.b. Contribution à la lutte contre la pauvreté

De manière similaire à la méthodologie pour la contribution des projets à la transition agroécologique, nous avons élaboré conjointement avec le BASIC une série d’indicateurs, de mots clés et de variantes de mots clés pour analyser la contribution des soutiens financiers agricoles français à la lutte contre la pauvreté.

Ces indicateurs, mots clés et variantes de mots clés ont été inspirés des précédents travaux du BASIC, notamment de l’étude menée pour Oxfam International en 2018 sur les inégalités de répartition de la valeur dans les filières agricoles internationales dont les résultats ont été publiés dans le rapport « *Derrière le Code Barre : des inégalités à la chaîne* » [[14]](#footnote-14) ainsi que des critères d’évaluation du FIDA sur l’impact des investissements agricoles sur la pauvreté rurale[[15]](#footnote-15).

**Chaque projet a donc été cartographié en fonction des occurrences de mots clés et variantes de mots clés définies pour chacun des neuf indicateurs suivants (voir arborescence en Annexe 2) :**

* Indicateur 1: Accès au marché
* Indicateur 2: Accès au foncier
* Indicateur 3: Accès au crédit et enjeux d’investissements
* Indicateur 4: Autonomisation/empowerment des agriculteurs et/ou travailleurs agricoles
* Indicateur 5: Redistribution de la valeur / des revenus
* Indicateur 6: Mention d’objectifs de réduction de la pauvreté
* Indicateur 7: Amélioration des prix agricoles
* Indicateur 8: Amélioration des revenus des agriculteurs et/ou travailleurs agricoles
* Indicateur 9: Diversification des revenus des agriculteurs et/ou travailleurs agricoles

Le résultat de cette cartographie nous a permis de classifier les soutiens financiers analysés en trois catégories :

**Moyens de lutte contre la pauvreté** :

* Catégorie qui recouvre l’ensemble des soutiens financiers qui comprennent un ou des éléments de moyens permettant de lutter contre la pauvreté, c’est à dire qu’ils ont des objectifs et/ou des activités de renforcement des capacités permettant aux agriculteurs de sortir de la pauvreté (par exemple : amélioration de l’accès au marché, de l’accès au foncier et/ou de l’accès au crédit).
* Cette catégorie englobe les soutiens financiers classés dans les indicateurs 1, 2, 3, 4 ou 5

**Finalité identifiée de lutte contre la pauvreté :**

* Catégorie qui recouvre l’ensemble des soutiens financiers qui ont un objectif principal de lutte contre la pauvreté (par exemple : amélioration des prix agricoles ou des revenus des familles, diversification de ces revenus ou réduction de la pauvreté en tant que telle). Ces soutiens financiers ne précisent toutefois pas les moyens mis en œuvre pour atteindre cet objectif (pas de mention par exemple du renforcement des capacités détaillé dans la catégorie précédente).
* Cette catégorie englobe les soutiens financiers classés dans les indicateurs 6, 7, 8 ou 9

**Lutte transformative contre la pauvreté** :

* Catégorie qui recouvre l’ensemble des soutiens financiers pour lesquels les deux conditions précédentes sont remplies : ce sont des projets pour lesquels des objectifs de lutte contre la pauvreté sont clairement identifiés, et les moyens pour les atteindre font partie intégrante des objectifs de mise en œuvre du projet.
* Cette catégorie englobe les soutiens financiers classés dans les indicateurs 1 ou 2 ou 3 ou 4 ou 5 ou 6 ET dans les indicateurs 6 ou 7 ou 8 ou 9.

Tableau 1: Méthodologie de classification pour la contribution à la lutte contre la pauvreté



### 3.c. Contribution à la réduction des inégalités de genre

Le choix de la méthodologie pour analyser la contribution des soutiens financiers français à la réduction des inégalités de genre dans l’agriculture s’est avéré compliqué au vu des données disponibles.

Nous souhaitions à l’origine utiliser la méthodologie développée par Oxfam US en 2020 dans leur étude "*Are they really gender equality projects*"[[16]](#footnote-16), qui permet d’analyser les projets au regard de 28 critères évaluant leur contribution à une approche transformative des inégalités femmes-hommes. De manière similaire aux méthodologies pour la contribution des projets à la transition agroécologique ou à la lutte contre la pauvreté, cela nous aurait permis de proposer une classification fine des soutiens financiers français.

Néanmoins le manque d’informations détaillées sur les projets étudiés, et donc de transparence française, ne nous a pas permis de pousser l’analyse aussi loin (cela aurait été très excluant pour les soutiens financiers analysés). Afin de mesurer la contribution des soutiens financiers étudiés à la réduction des inégalités de genre, une approche moins complexe, basée sur des mots-clés simples : « *genre* », « *hommes* » et « *femmes* » (inspirés par une méthodologie développée par le CIRAD pour évaluer la prise en compte du genre dans ses publications[[17]](#footnote-17)) ainsi qu’une liste de variantes de mots clés ont donc été développées (voir arborescence en annexe 2).

Cette méthodologie a été testée et enrichie sur la base de l'analyse qualitative d'un échantillon de soutiens financiers français. L'utilisation de mots féminisés (type agricultrice, productrice, éleveuse) étant très marginale, nous ne l'avons pas retenue.

Cette méthodologie, basée seulement sur trois mots clés et quelques variantes, représente l’engagement minimum des institutions dans la réduction des inégalités de genre dans les projets soutenus. Autrement dit, on peut considérer qu’un projet est « *aveugle* » au genre si aucun de ces mots ou variantes ne figure dans le contenu descriptif du projet. Si on peut considérer cette approche comme réductrice (elle ne permet pas en effet une approche “fine” de l’intégration du genre, et de sa qualité), elle permet cependant de définir des critères minima, ce qui est pertinent dans un exercice comme le nôtre de mesure de la volonté politique au travers de l’analyse des soutiens financiers.

Du fait du faible nombre d’occurrences des mots-clés retenus, nous avons appliqué une **méthode de classification assez simple,** en deux catégories :

**Évocation Genre :**

* **Catégorie qui recouvre l’ensemble des soutiens financiers** disposant d’une ou plusieurs occurrences du mot clés et des variantes « genre ».

**Approche Genre** :

* **Catégorie qui recouvre l’ensemble des soutiens financiers** disposant à la fois d’occurrence du mot clés et des variantes « genre » et du mot-clé et des variantes « femme » ou « féminin » d’un côté et « homme » ou « masculin » de l’autre ont été identifiés.
* Ces trois occurrences combinées ont été jugées comme le minimum afin de pouvoir cataloguer un projet comme ayant potentiellement une approche genre.

### 3.d. Contribution à la lutte contre les dérèglements climatiques, à l’agriculture familiale et à la lutte contre la sous-nutrition

De manière similaire aux méthodologies précédentes, nous souhaitions, pour la contribution des soutiens financiers analysés à la lutte contre les dérèglements climatiques, à l’agriculture familiale et à la lutte contre la sous-malnutrition, développer un set d’indicateurs, de mots-clés et de variantes de mots clés nous permettant une analyse en détails des finances agricoles françaises.

Une recherche préliminaire a été opérée pour chacun de ces thèmes avec des mots clés et variantes de mots clés (voir arborescence en annexe 2). Toutefois, le nombre d'occurrences était si faible pour chacun de ces thèmes qu’il n’a pas permis de construire des méthodologies adéquates. Toute méthodologie trop détaillée aurait été de fait très excluante pour les soutiens financiers analysés.

Pour chacun de ces trois thèmes, notre analyse quantitative s’est donc limitée à l’analyse du nombre d'occurrences des mots clés et variantes de mots clés utilisés.

## **Phase 4 : Analyse et classification**

Pour cartographier les projets sur la base des méthodologies définies, nous avons réalisé une première **recherche automatique des mots-clés** dans l’ensemble des documents disponibles pour chacun des 2513 soutiens financiers retenus.

Le résultat de cette cartographie par recherche automatique a été :

* **Plus approfondie pour les soutiens financiers du groupe AFD** car nous disposions de plus d’informations. Bien que loin de publier l’ensemble de ses soutiens financiers, le groupe est l'institution étudiée avec le plus haut niveau de transparence. Nous disposions donc de fiches projets plus détaillées et en plus grand nombre.
* **Plus sommaire concernant les soutiens financiers des autres institutions,** pour lesquels seuls des descriptifs succincts sont généralement disponibles dans les bases de données sources utilisées. Ces descriptifs peuvent parfois se résumer à quelques lignes voire quelques mots.

Cette recherche automatique a été réalisée via l’utilisation d’un outil informatique élaboré par le BASIC, qui nous a permis de systématiser l’approche. Afin d’éviter toute erreur dans la recherche des mots clés et variantes de mots clés, cet outil informatique a systématiquement isolé les 10 mots précédant et succédant le mot clé détecté, ce qui a permis une vérification simple de la bonne application de nos méthodologies.

En complément de cette recherche automatique et, et dans l’objectif d’assurer la qualité de la recherche par mots clés, le BASIC a réalisé **une analyse qualitative manuelle d’un échantillon de 25 à 30 soutiens financiers pour chaque thème étudié.** Cette démarche d'assurance qualité est inspirée de la méthodologie développée par DeLonge et al. pour analyser les projets de l’APD américaine.

Cette analyse par échantillonnage du BASIC s’est concentrée sur les soutiens financiers (pour lesquels une fiche projet était disponible) disposant des montants les plus élevés (une mauvaise classification de ces projets aurait eu des impacts particulièrement lourds sur les résultats et pourcentages finaux).

L’analyse qualitative de ces soutiens financiers a par ailleurs permis de vérifier, et le cas échéant d’améliorer, les méthodologies utilisées.

## **Phase 5 : Vérification et Analyse Qualitative**

Une fois toutes les cartographies effectuées, nos trois organisations, Action Contre la Faim, CCFD-Terre Solidaire et Oxfam-France, ont pu procéder à l’analyse des résultats, et produire des statistiques pour mesurer les tendances par institution, année, indicateur, thème et type de soutien financier.

La lecture de ces résultats nous a permis de vérifier une dernière fois la pertinence de nos cartographies et la consistance de nos classifications au vu des données disponibles. Pour ce faire, **nous avons donc vérifié un par un chacun des 2513 soutiens financiers disposant de fiches projet. Une attention toute particulière a été portée à la classification en fonction de notre méthodologie “*contribution des projets à la transition agroécologique*”.**

Cette dernière vérification a amené à des ajustements sur quelques projets, qui ont donc dû être reclassés à la main. Leur faible nombre (moins de 10 projets sur 2513) montre cependant la validité des méthodologies employées.

# **Annexe 2 : Arborescence des indicateurs, mots clés et variantes de mots clés utilisé.es pour l’étude**

Note: pour la méthodologie concernant la prise en compte de l’agriculture familiale dans les soutiens financiers agricoles français, nous avons utilisé l'indicateur éponyme de notre méthodologie “*agroécologie*”.

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| Thème | Niveau ou catégorie | Indicateur | Mot Clé | Nombre de variantes du mot clé |
| Agroécologie | Niveau 0 | Augmentation rendements | rendement du végétal | 3 variantes |
| augmentation des rendements | 8 variantes |
| augmenter les rendements | 6 variantes |
| augmenter leurs rendements | 6 variantes |
| augmentation de la production | 8 variantes |
| augmenter le potentiel productif | 6 variantes |
| productivité animale | 8 variantes |
| irrigation | pas de variantes |
| semences | 9 variantes |
| silo | pas de variantes |
| PME | pas de variantes |
| pesticide | 2 variantes |
| tracteur | 3 variantes |
| achat d'engrais | 3 variantes |
| augmentation de l'usage d'engrais de synthèse | 5 variantes |
| hausse de l'usage d'engrais de synthèse | 2 variantes |
| augmentation de l'usage d'engrais minéraux | 5 variantes |
| hausse de l'usage d'engrais minéraux | 2 variantes |
| augmentation de l'usage de pesticides | 9 variantes |
| augmentation de la consommation de pesticides |  9 variantes |
| hausse de l'usage de pesticides | 4 variantes |
| hausse de la consommation de pesticides | 4 variantes |
| hausse de la consommation d'énergie | 8 variantes |
| Agriculture de précision | agriculture de précision | pas de variantes |
| Biocarburants | biocarburant | 3 variantes |
| Amélioration variétés | Amélioration des variétés | 8 variantes |
| OGM | 9 variantes |
| Mutagénèse | 9 variantes |
| race améliorée | 3 variantes |
| Agroécologie | agroécologie | 3 variantes |
| Agro-industrie | agro-export | 3 variantes |
| agro-industrie | 2 variantes |
| Agriculture Familiale/Paysanne | petit producteur | 4 variantes |
| Niveau 1 | Réduction Usage de l'eau | réduction de l'usage de l'eau |  5 variantes |
| réduire l'usage de l'eau |  5 variantes |
| goutte-à-goutte | 1 variante |
| Réduction Pesticides | réduction de l'usage de pesticides | 9 variantes |
| réduction de la consommation de pesticides | 9 variantes |
| diminution de l'usage de pesticides | 9 variantes |
| diminution de la consommation de pesticides | 9 variantes |
| baisse de l'usage de pesticides | 4 variantes |
| baisse de la consommation de pesticides | 4 variantes  |
| lutte intégrée | 2 variantes |
| réduction de l'usage d'intrants | 5 variantes |
| diminution de l'usage d'intrants | 5 variantes |
| baisse de l'usage d'intrants | 2 variantes |
| Réduction Engrais synthétiques | réduction de l'usage d'engrais de synthèse | 5 variantes |
| diminution de l'usage d'engrais de synthèse | 5 variantes |
| baisse de l'usage d'engrais de synthèse | 2 variantes |
| réduction de l'usage d'engrais minéraux | 5 variantes |
| diminution de l'usage d'engrais minéraux | 5 variantes |
| baisse de l'usage d'engrais minéraux | 2 variantes |
| augmentation de l'usage d'engrais organique | 5 variantes |
| hausse de l'usage d'engrais organique | 2 variantes |
| enrichir les sols en matière organique | 7 variantes |
| amélioration de la fertilité des sols | 7 variantes |
| améliorer la fertilité des sols | 5 variantes |
| Réduction Conso Energie | réduction de la consommation d'énergie | 3 variantes |
| diminution de la consommation d'énergie |  3 variantes |
| baisse de la consommation d'énergie | 2 variantes |
| énergie renouvelable | 1 variante |
| Réduction Déchets | réduction des déchets | 2 variantes |
| réduction des pertes | 2 variantes |
| Amélioration variétés | sélection classique | 3 variantes |
| Niveau 2 | Amendements alternatifs | amendements alternatifs | pas de variantes |
| compost | pas de variantes |
| fumier | pas de variantes |
| Engrais Verts | cultures fixatrices d'azote | 1 variante |
| légumineuse | 1 variante |
| Lutte biologique | lutte biologique | 4 variantes |
| Cultures de couverture (antiparasitaire) | culture de couverture | 2 variantes |
| lutte antiparasitaire | 1 variante |
| réduction des ravageurs | 3 variantes |
| réduction des nuisibles | 3 variantes |
| Cultures de couverture (état du sol) | culture de couverture | 1 variante |
| érosion | 1variante |
| réduction de l'érosion | 3 variantes |
| diminution de l'érosion | 3 variantes |
| baisse de l'érosion | 3 variantes |
| Autre lutte antiparasitaire | pratiques non chimiques de lutte contre les ravageurs | 2 variantes |
| utilisation de vapeur | pas de variantes |
| traitement UV | 1 variante |
| éclairage LED | pas de variantes |
| Vivaces | vivaces | 2 variantes |
| travail réduit du sol | agriculture de conservation | 2 variantes |
| semis direct | 2 variantes |
| Recyclage des eaux usées | recyclage des eaux usées | 1 variante |
| Résidus biomasse pour production énergie | énergie | 1 variante |
| résidu de biomasse | 5 variantes |
| déchet de biomasse | 7 variantes |
| Bien être et santé animale | bien-être animal | 5 variantes |
| santé animale | 3 variantes |
| réduction de la souffrance animale | 1 variante |
| Autre système de production | agriculture biologique | 1 variante |
| agriculture à faibles intrants | 3 variantes |
| Niveau 3 | Variétés améliorées | semences paysanne | 2 variantes |
| Cultures adaptées localement | culture adaptée localement | 3 variantes |
| culture indigène | 5 variantes |
| Plantes non cultivées | plante non cultivée | 2 variantes |
| Rotation de cultures | rotation de cultures | 9 variantes |
| rotation de 2 cultures | 4 variantes |
| rotation de deux cultures | 4 variantes |
| Exploitations diversifiées | culture intercalée | 5 variantes |
| polyculture | 1 variante |
| Agroforesterie | arboriculture | 5 variantes |
| Permaculture | permaculture | pas de variantes |
| Systèmes cultures-élevage | polyculture-élevage | 9 variantes |
| Pâturage par rotation / régénération | pâturage par rotation | pas de variantes |
| pâturage par régénération | pas de variantes |
| pâturage amélioré | pas de variantes |
| Biodiversité | biodiversité | pas de variantes |
| protection de la biodiversité | 9 variantes |
| Gestion intégrée des ravageurs | gestion intégrée des ravageurs | 3 variantes |
| Pollinisateurs | pollinisateurs | 1 variante |
| protection des pollinisateurs | 6 variantes |
| protection des abeilles | 6 variantes  |
| Atténuation du changement climatique | changement climatique | 2 variantes |
| atténuation du changement climatique | 8 variantes |
| mitigation du changement climatique | 8 variantes |
| atténuation des risques climatiques | 9 variantes |
| séquestration du carbone | 3 variantes |
| réduction des gaz à effet de serre | 5 variantes  |
| réduction du carbone | 9 variantes |
| réduction du méthane | 9 variantes  |
| réduction du protoxyde d'azote | 9 variantes |
| Diversification des régimes alimentaires | diversification des régimes alimentaires | 3 variantes |
| diversification de la production alimentaire | 1 variante |
| Résilience | choc | 1 variante |
| résilience | 3 variantes |
| événement météorologique extrême | 9 variantes |
| événement climatique extrême | 9 variantes |
| condition environnementale changeante | 8 variantes |
| imprévisibilité du climat | 3 variantes |
| diversification des revenus | 1 variante |
| Niveau 4 | Soutien communautaire | producteur et consommateur | 5 variantes |
| soutien communautaire | 5 variantes |
| sensibilisation communautaire | 7 variantes |
| jardin communautaire | 5 variantes |
| Soutien aux entreprises | système alimentaire local | 1 variante |
| marché de producteur | 1 variante |
| Alimentation saine et suffisante | accessibilité de l'alimentation | 6 variantes |
| alimentation adéquate | 7 variantes |
| alimentation culturellement appropriée | 7 variantes |
| Partage de connaissances entre agriculteurs | mise en relation des agriculteurs | 9 variantes |
| partage de connaissances | 7 variantes |
| recherche-action | 7 variantes |
| Approches participatives et multipartites | approche participative | 5 variantes |
| approche multipartite | 1 variante |
| intégration des points de vue | 8 variantes |
| participation citoyenne | 9 variantes  |
| concertation | 9 variantes |
| Politiques sur les liens producteurs-consommateurs | lien producteurs-consommateurs | 3 variantes |
| labellisation des produits locaux | 9 variantes |
| transformation agroalimentaire | 9 variantes |
| Niveau 5 | Genre et groupes vulnérables | genre (voir groupe "genre") |   |
| minorité | pas de variantes |
| groupe vulnérable | 6 variantes |
| discrimination | 1 variante |
| jeunes | 2 variantes |
| Renforcement des capacités organisationnelles | renforcement des capacités | 5 variantes |
| organisation collective | 9 variantes |
| organisation paysanne | 1 variante |
| Équité, dignité, inclusion | équité | 6 variantes |
| réduction des inégalités | 5 variantes |
| dignité | 9 variantes |
| inclusion | 3 variantes |
| Politique de droit à l'alimentation | droit à l'alimentation | 2 variantes |
| droit à une nourriture adéquate | pas de variantes |
| droit à une nourriture culturellement appropriée | pas de variantes |
| Promotion de la souveraineté alimentaire | souveraineté alimentaire | 2 variantes |
| Création d’emplois décents | création d'emplois | 2 variantes |
| emplois décents | 3 variantes |
| Politiques inclusives | politique inclusive | 4 variantes |
| Droits sur les ressources naturelles | droit sur les ressources naturelles | 8 variantes |
| gouvernance de la ressource | 8 variantes |
| accessibilité de la ressource | 9 variantes |
| Politiques agroécologie | politique de promotion de l'agroécologie | 5 variantes |
| Politiques biodiversité et services écosystémiques | politique de promotion de la biodiversité | 5 variantes |
| politique de protection des écosystèmes | 7 variantes |
| politique de protection de l'écosystème | 7 variantes |
|  |
| Pauvreté Rurale | Moyens de lutte contre la pauvreté | Accès au marché | accès au marché | 8 variantes |
| Accès au foncier | actif foncier | 9 variantes |
| Accès au crédit et enjeux d’investissements | accès au crédit | 8 variantes |
| Autonomisation/empowerment des agriculteurs et/ou travailleurs agricoles | renforcement du pouvoir de négociation | 6 variantes |
| stabilité du revenu | 3 variantes |
| allongement de la longueur des contrats | 2 variantes |
| prévisibilité du revenu | 2 variantes |
| information sur les prix | 7 variantes |
| Capital humain et social | 2 variantes |
| investissement dans le bâtiment | 4 variantes |
| inclusion | 3 variantes |
| autonomisation | 8 variantes |
| mise en relation des agriculteurs | 3 variantes |
| partage de connaissances | 7 variantes |
| organisation paysanne | Voir niveau 5 agroécologie |
| organisation collective | Voir niveau 5 agroécologie |
| liberté syndicale | 7 variantes |
| durée du contrat de travail | 4 variantes |
| stabilité des employeurs | 6 variantes |
| Redistribution de la valeur / des revenus | distribution de la valeur | 9 variantes |
| distribution des revenus | 5 variantes |
| Finalité identifiée de lutte contre la pauvreté | Mention d’objectifs de réduction de la pauvreté | ruraux pauvres | 6 variantes |
| réduction de la pauvreté | 3 variantes |
| travailleurs ruraux pauvres | pas de variantes |
| Amélioration des prix agricoles, y compris les enjeux de prévisibilité et de stabilité | amélioration du prix | 5 variantes |
| Amélioration des revenus des agriculteurs / travailleurs agricoles | revenu décent | 2 variantes |
| salaire décent | 2 variantes |
| amélioration du revenu | 9 variantes |
| améliorer du revenu | 7 variantes |
| activité génératrice de revenu | 1 variante |
| amélioration du salaire | 3 variantes |
| Diversification des revenus des agriculteurs | diversification du revenu | 2 variantes |
|  |
| Co-bénéfices climat | Mention du changement climatique | Mention du changement climatique | changement climatique | 6 variantes |
| Réduction des émissions | Réduction des émissions | réduction des gaz à effet de serre | 5 variantes |
| réduction du carbone | 9 variantes |
| réduction du méthane | 9 variantes |
| réduction du protoxyde d'azote | 9 variantes |
| Séquestration | Séquestration | séquestration du carbone | 9 variantes |
| Atténuation | Atténuation | atténuation du changement climatique | 8 variantes |
| mitigation du changement climatique | 8 variantes |
| atténuation des risques climatiques | 8 variantes |
| lutte contre la désertification | 9 variantes |
| Adaptation | Adaptation | vulnérabilité au changement climatique | 6 variantes  |
| adaptation au changement climatique | 8 variantes |
| résilience (voir agroécologie) |   |
|  |
| Nutrition | Nutrition | Identification des problèmes | malnutrition | 9 variantes  |
| alimentation du nourrisson | 5 variantes  |
| crise alimentaire | 4 variantes |
| Sécurité alimentaire | sécurité alimentaire | 1 variante |
| accès à l'alimentation | 1 variante |
| accessibilité de l'alimentation | 9 variantes  |
| alimentation adéquate | 7 variantes |
| alimentation culturellement appropriée | 1 variante |
| résilience | 3 variantes |
| Approche agroécologique | diversification alimentaire | 3 variantes |
| Approche techniciste | fortification | 2 variantes |
|  |
| Genre | Genre | Genre | femme | 1 variante |
| homme | pas de variantes |
| masculin | pas de variantes |
| féminin | pas de variantes |
| genre | 3 variantes |

1. https://lebasic.com/ [↑](#footnote-ref-1)
2. Action Contre la Faim, CCFD-Terre Solidaire, Oxfam-France [↑](#footnote-ref-2)
3. Bpifrance Assurance Export gère les garanties publiques depuis le 1er janvier 2017. Avant cette date la COFACE était en charge de ces garanties. Par souci de lisibilité les chiffres de la COFACE sont inclus dans ce rapport, représentés sur la période sous l’institution Bpifrance. [↑](#footnote-ref-3)
4. <https://www.afd.fr/fr/actualites/communique-de-presse/l-afd-accorde-un-pret-de-300-millions-d-euros-au-fida-pour-soutenir-des-millions-de-petits-exploitants-agricoles?origin=/en/actualites/communique-de-presse> [↑](#footnote-ref-4)
5. Cette base de données enregistre tous les projets bénéficiant de soutiens publics dans une acceptation assez large de la notion d’aide publique au développement (des projets soutenus par Proparco, dont certains ne rentrent pas dans l’APD stricto sensu, s’y retrouvent par exemple). Il est à noter que cette source présente un décalage temporel de publication d'environ un an par rapport aux données publiées par l'AFD sur son site web (car un travail est réalisé sur les données pour assurer leur fiabilité), c’est pourquoi notre analyse ne prend en compte les financements engagés que jusqu’à 2018. [↑](#footnote-ref-5)
6. https://www.businessfrance.fr/achats-et-marches [↑](#footnote-ref-6)
7. https://www.businessfrance.fr/export-home [↑](#footnote-ref-7)
8. https://www.businessfrance.fr/export-etre-accompagne [↑](#footnote-ref-8)
9. Voir par exemple deux des événements du mois de décembre 2020: French Agri Tour – Elevage- Vietnam, Myanmar, visant à encourager une participation française à l’intensification de la production animale dans le pays, ou Rencontres de la filière avicole au Maroc visant à faciliter l’implantation de groupes industriel français dans le pays. [↑](#footnote-ref-9)
10. A la différence des dernières études publiées sur le sujet, et notamment celles faites par IPES Food,O. de Schutter et al. [↑](#footnote-ref-10)
11. DeLonge M.S., Miles A., Carlisle L, “Investing in the transition to sustainable agriculture“, Environmental Science & Policy, 55, 2016 [↑](#footnote-ref-11)
12. Gliessman, S. (2016), Transforming food systems with agroecology, Agroecology and Sustainable Food Systems, p.187-189. https://www.tandfonline.com/doi/full/10.1080/21683565.2015.1130765. [↑](#footnote-ref-12)
13. Voir par exemple les études Absent Agroecology Aid: On UK Agricultural Development Assistance Since 2010 sur la contribution britannique, The share of agroecology in Belgian official development assistance: an opportunity missed sur la contribution belge, Finance for agroecology: more just than a dream? sur la contribution européenne, Sustainability Starts from the Ground sur la contribution danoise et Money Flows Report : What is holding back investment in agroecological research for Africa? sur la contribution Suisse en Afrique. [↑](#footnote-ref-13)
14. Gore T. et Willoughby R., “Ripe For Change: Ending Human Suffering in Supermarket Supply Chains“, Oxfam International, 2018. [↑](#footnote-ref-14)
15. https://www.ifad.org/documents/38714182/39748829/manual\_f.pdf/53d8f759-9909-4c29-88e6-c6510f6f3128, p37 et 127 [↑](#footnote-ref-15)
16. Cette étude a examiné 72 projets de sept agences de développement, dont l’AFD, afin de déterminer la qualité de l’intégration du genre. Oxfam America. “Are They Really Gender Equality Projects? An Examination of Donors’ Gender-Mainstreamed and Gender-Equality Focused Projects to Assess the Quality of Gender-Marked Projects“, 2020 :

<https://www.oxfamfrance.org/financement-du-developpement/projets-en-faveur-de-legalite-femmes-hommes/> [↑](#footnote-ref-16)
17. Le traitement du genre au Cirad dans les problématiques de recherche, Jacques Lançon, Juin 2017. [↑](#footnote-ref-17)